

compter sur la collaboration du secteur privé et travailler main dans la main.

En ce qui a trait au commerce, je tiens à dire que le gouvernement actuel a probablement fait plus en une courte période que tout autre gouvernement dans l'histoire du Canada.

[Français]

M. Gilbert Fillion (Chicoutimi, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais revenir au point de départ du discours de l'honorable secrétaire parlementaire lorsqu'il a affirmé, au début de son discours, que la réforme qui est entreprise actuellement, il ne fallait pas se le cacher, c'était pour permettre de réduire la dette et le déficit. Je ne veux pas revenir sur les chiffres, mais il nous a dit bien sincèrement que cette réforme était un tout par rapport à ce qui existait au point de vue économique.

Donc, il confirme que la réduction du déficit et de la dette va se faire sur le dos des plus démunis, c'est-à-dire les chômeurs saisonniers, les étudiants—on les a vus sur la colline parlementaire la semaine passée—les femmes monoparentales, les décrocheurs scolaires auxquels il a fait allusion également dans une proportion, selon ses chiffres, et je ne doute pas de ses chiffres, c'est vrai, de plus de 33 p. 100. C'est le taux de décrochage scolaire que nous avons dans nos écoles actuellement. Donc, il est bien sûr qu'il faut rétablir notre système, si on ne veut pas s'en aller à la faillite, mais pas sur le dos des démunis.

J'aurais aimé l'entendre parler d'autres moyens pour arriver à la même fin, c'est-à-dire à réduire ce déficit et à le combler. Il y a d'autres moyens. Qu'on pense, et je vais lui donner seulement celui-là, aux fiducies familiales. Qu'attendez-vous avant d'agir de ce côté-là? Qu'attendez-vous avant d'aller chercher les millions et les millions que nous perdons parce que la TPS est mal administrée? Là, à ce moment-là, nous pourrions atteindre le même but, c'est-à-dire réduire le déficit, réduire la dette, mais non pas sur le dos des démunis.

• (1645)

M. Harb: Madame la Présidente, j'aimerais qu'on relise les bleus. Je n'ai jamais dit que tout ce que ce gouvernement était intéressé à faire était de réduire le déficit sur le dos des pauvres. Au contraire, et je répéterai encore une fois ce que j'ai dit, au cas où mon collègue ne m'ait pas écouté. On va continuer à mettre sur pied et à lancer les programmes nécessaires pour venir en aide à la population canadienne. Et je cite ce que le ministre a déjà dit en anglais:

[Traduction]

«La société canadienne se distingue par la détermination de son gouvernement à aider ceux qui ne peuvent travailler à cause de maladies ou de blessures, les familles à faible revenu qui tentent de joindre les deux bouts, les personnes handicapées ou atteintes de maladies chroniques et les enfants qui vivent dans la pauvreté. Les programmes sociaux sont notre façon d'offrir protection et espoir aux Canadiens.» Le ministre nomme ensuite certains des programmes sociaux actuels.

Initiatives ministérielles

[Français]

Madame la Présidente, le ministre est justement en train de se pencher sur les besoins de la population qui demande de l'aide.

Je veux surtout souligner à mon collègue que je n'ai jamais dit dans mon discours qu'on allait réduire le déficit sur le dos des pauvres. Je suis certain qu'il est d'accord avec moi que nous devons contrôler le déficit. Alors, pour contrôler le déficit, il faut agir plus intelligemment. Si mon collègue me dit que 50 milliards de dollars de dépenses par année dans le domaine de l'éducation ne sont pas suffisants, bien, je ne sais pas, mais on dépense plus que n'importe quel autre pays au monde.

Probablement que ce dont nous avons besoin, finalement, c'est de synchroniser les systèmes, d'éliminer les duplications et de faire une meilleure livraison des services, et je suis certain qu'on va avoir économisé au bout du compte, mais jamais sur le dos des pauvres et de ceux qui ont besoin d'assistance.

[Traduction]

M. Jim Gouk (Kootenay-Ouest—Revelstoke, Réf.): Madame la Présidente, j'aurais voulu aborder certains points, mais la liste s'allonge à mesure que j'écoute le débat aujourd'hui.

Je m'arrête donc brièvement sur les observations faites par le député de Broadview—Greenwood. J'ai écouté l'histoire sympathique et stimulante concernant sa grand-mère. Je pense que de telles situations ont été assez répandues. Elles montrent qu'on peut vraiment venir à bout des obstacles quand on a de véritables besoins.

Il est intéressant de constater que nous sommes allés trop loin. Le pendule est reparti en sens inverse. Je doute que nous soyons prêts à retourner aux conditions que le député a décrites, où il n'y avait absolument aucune aide disponible dans toutes les circonstances imaginables. Il est réconfortant de penser que la grand-mère du député a pu persévérer en dépit de telles adversités.

De nos jours, la situation est différente. Par exemple, le fils de mon ami plante des arbres. Cette activité surprend peut-être dans certaines régions canadiennes, mais en Colombie-Britannique, cette activité est très grande au cours des mois d'été. Un bon planteur peut alors gagner beaucoup d'argent et s'il est très bon, il peut même se faire 35 000 \$, 40 000 \$ ou plus encore pour trois mois de plantation. Le fils de mon ami est de ceux-là.

En vertu du système en place, ce jeune homme reçoit des prestations d'assurance-chômage pendant le reste de l'année. Quand je dis que le pendule est allé trop loin, je pense entre autres à ces jeunes que les gens de ma circonscription désignent, avec une pointe d'ironie, l'équipe de ski de l'assurance-chômage. Le jeune en question est un skieur enthousiaste. Ce jeune homme passe beaucoup de temps à la station de ski, mais il faut faire remarquer à son honneur qu'il consacre beaucoup de temps à l'équipe de patrouilleurs bénévoles, une cause fort louable.

L'anecdote intéressante que m'a racontée son père est la suivante. Un jour, la direction de la station de ski offre un emploi rémunéré de patrouilleur régulier au jeune homme. Ce soir-là, le jeune rentre à la maison et réfléchit bien à la situation. Il compare